

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

TROYES, le 14 juin 2023

Nos réf. : SAU/AV/MT n° 23-285

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **CARRIÈRES DE VIREY**

Lieu-dit "La Gelinotte"  
10250 GYÉ-SUR-SEINE

Code AIOT : 0005700250

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03 mai 2023 dans l'établissement CARRIÈRES DE VIREY implanté "LA GELINOTTE" 10250 GYÉ-SUR-SEINE. L'inspection a été annoncée le 18 avril 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du programme d'inspection au titre de l'année 2023 (PPC et plan de gestion des déchets).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIÈRES DE VIREY
- Lieu-dit "LA GELINOTTE" 10250 GYÉ-SUR-SEINE
- Code AIOT : 0005700250
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CARRIÈRES DE VIREY exploite, sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2011341-0015 du 7 décembre 2011 modifié, une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires sur la commune de GYÉ-SUR-SEINE. Cette exploitation est autorisée pour une durée de 30 ans (jusqu'en décembre 2041) sur une superficie de 32,2401 ha. Ce périmètre a été modifié par arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2020171-0002 du 19 juin 2020, passant à une superficie de 36,1391 ha autorisés dont 17,8684 ha dédiés pour l'extraction. La production moyenne annuelle est de 200 000t (350 000 t/ an maximum).

Le rythme de production est faible et réalisé au besoin, au coup par coup. La production de 2022 s'élève à 30 000 t.

L'installation de traitement des matériaux est mobile et se fait à sec, c'est à dire sans utilisation ni de prélèvement d'eau.

L'exploitant souhaite équilibrer sa production avec le site de VIREY-SOUS-BAR, carrière également exploitée par la société CARRIÈRES DE VIREY.

Il est noté que la responsable carrière et la responsable foncier-environnement ont récemment pris leurs fonctions (début 2022).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- extraction, plan d'exploitation, prévention des pollutions, pollution atmosphérique, limitation des déchets, bruit.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 07/12/2011, article 17.4	/	Lettre de suite préfectorale	

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Extraction	Arrêté Préfectoral du 07/12/2011, article 10.1	/	Sans objet
2	Plan	Arrêté Préfectoral du 07/12/2011, article 15	/	Sans objet
3	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 07/12/2011, article 17.2	/	Sans objet
5	Pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 07/12/2011, article 18.1 à 18.3	/	Sans objet
6	Limitation des déchets	Arrêté Préfectoral du 07/12/2011, article 20	/	Sans objet
7	Bruits	Arrêté Préfectoral du 07/12/2011, article 21.1	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats émis, il est proposé à madame la Préfète d'adresser une lettre de suite préfectorale à l'exploitant lui rappelant ses obligations concernant le suivi des eaux souterraines ainsi que de ses rejets.

Par ailleurs, l'exploitant n'est pas autorisé à accueillir des déchets de gratis de route, or il a été constaté le jour de la visite, la présence d'un petit tas de gratis de route stocké sur le site de la carrière. Il est également proposé de rappeler dans la lettre préfectorale les obligations concernant la présence de ce déchet sur son installation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2011, article 10.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Epaisseur extraction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'extraction est autorisée sur une épaisseur maximale de 30m dont 4m de stériles et 26 m de matériaux calcaires. Elle ne peut être réalisée au dessous de la cote NGF de 206 mètres.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un plan d'exploitation actualisé de janvier 2023. Ce plan présente une cote altimétrique de 214,15 m NGF au plus bas. La cote de 206 m NGF est donc respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Plan

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2011, article 15
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan à l'échelle 1/1000ème est établi. Sur ce plan sont reportés : Les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; Les bords de la fouille ; Les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; Les zones remises en état ; Les bornes déterminant le périmètre d'autorisation, le piquetage déterminant le périmètre d'extraction et les bornes de nivellement visées à l'article 4 ; Les pistes et voies de circulation ; Les zones de mise à stock des produits finis, des stériles, des terres de découverte Les installations fixes de toute nature : traitement des matériaux, ateliers, dépôts de liquides inflammables, bascules, locaux, ... Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et transmis à l'Inspection des Installations Classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le plan d'exploitation actualisé de janvier 2023. Hormis qu'il doit être complété par les pistes de circulation lors de la prochaine mise à jour, ce plan ne suscite pas de remarque complémentaire. L'inspection rappelle toutefois à l'exploitant que ce plan est à transmettre à l'inspection des installations classées lors de son actualisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Prévention des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2011, article 17.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements d'eau au milieu naturel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'utilisation d'eau doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie. La quantité maximale annuelle d'eau prélevée dans le milieu est limitée à 2 000m <sup>3</sup> et ce pour un débit instantané maximal de 35 m <sup>3</sup> /h; cette limitation ne s'applique pas au réseau incendie. L'installation de prélèvement d'eau est munie d'un dispositif de mesure totalisateur agréé. Le relevé est effectué mensuellement et les résultats sont inscrits sur un registre. Avant le 31 janvier de chaque année, l'exploitant adresse à l'inspecteur des installations classées ses consommations d'eau de l'année n-1. Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau de l'établissement devra être portée à la connaissance de l'Inspecteur des Installations Classées, ainsi que ses projets concernant la réduction des consommations d'eau.
<b>Constats :</b> L'exploitant précise lors de la visite qu'il n'y a plus de prélèvement d'eau puisque le traitement des matériaux s'effectue à sec. L'exploitant souhaite toutefois maintenir l'accès au forage au cas où la qualité du gisement demanderait l'utilisation d'eau lors de son traitement. L'inspection n'a pas de remarque supplémentaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Prévention des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2011, article 17.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une analyse semestrielle (hautes et basses eaux) portant sur la turbidité et les hydrocarbures sera réalisée sur les points suivants : séparateur d'hydrocarbures, captage AEP de GYÉ-SUR-SEINE, puits privé, forage de la carrière.
<b>Constats :</b> Le jour de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection uniquement une analyse du 2 juin 2022 pour le captage AEP et pour le puits privé. Les résultats de ces prélèvements ne soulèvent pas d'observation. Du fait que le forage n'est plus utilisé, l'exploitant n'a pas procédé à une analyse. Concernant le séparateur hydrocarbure, ce dernier n'étant pas utilisé il n'a également pas fait l'objet d'une analyse. Après échange avec l'exploitant et malgré l'absence de production actuellement sur le site, l'inspection propose néanmoins d'adresser à l'exploitant une lettre de suite lui rappelant ses obligations concernant le suivi des rejets et des eaux souterraines. Concernant le forage, le suivi des eaux souterraines doit être poursuivie. Il est noté que l'exploitant s'est engagée à les transmettre à l'inspection sous un délai d'un mois l'ensemble des analyses réalisées sur l'année.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2011, article 18.1 à 18.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réseau de surveillance des retombées atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 18.1 – Principe L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Les voies de circulation seront arrosées autant que de besoin. Article 18.2 – Rejets Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que nécessaire. Article 18.3 – Réseau de surveillance des retombées de poussière Un réseau de surveillance des retombées de poussières est créé. Il comprend 3 stations de mesure qui sont implantées conformément au plan en annexe. Des analyses auront lieu tous les semestres, les résultats seront transmis sous un mois à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Articles 18.1 et 18.2 : L'exploitant précise qu'il privilégie les périodes les moins sèches pour faire des extractions de façon à générer le moins de poussière possible. Article 18.3 : L'exploitant dispose d'un plan de surveillance de retombées atmosphériques et réalise ses mesures semestriellement. Les dernières campagnes, mars et novembre 2022, montrent un résultat conforme pour le point de mesure de type « b », qui est inférieur à 500 mg/m <sup>2</sup> /j en moyenne annuelle glissante (valeur 104,5 mg/m <sup>2</sup> /j). Ce constat ne suscite pas d'observation complémentaire. Toutefois, l'inspection rappelle à l'exploitant que le bilan des campagnes de mesure des retombées de poussières est à transmettre à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Limitation des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2011, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Limitation des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs sont conservés 3 ans.</p> <p>Les déchets sont stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (envols, infiltrations...).</p> <p>Tout brûlage à l'air libre est interdit.</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li><li>- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li><li>- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li><li>- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li><li>- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ;</li><li>- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li><li>- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</li><li>- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ;</li><li>- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.</li></ul> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant précise que l'exploitation de la carrière ne génère pas de déchets de fonctionnement. Si le cas se présente, les déchets sont centralisés sur le site de Virey-Sous-Bar où ils sont triés et envoyés vers les filières appropriées.</p> <p>L'exploitant a établi un plan de gestion des déchets commun aux trois sites de production exploités par la société Carrières de Virey. Ce document a été actualisé en janvier 2022, présente une fiche pour chaque site avec les différents types de déchets, leurs volumes estimés, les modalités de stockage et l'impact sur l'environnement.</p> <p>Suite à la nouvelle autorisation obtenue pour le site de Virey-Sous-Bar, le plan de gestion des déchets est en cours de révision.</p> <p>Ce dernier sera à transmettre à l'inspection des installations classées une fois sa mise à jour effectuée.</p> <p>L'inspection n'a pas d'observation supplémentaire.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2011, article 21.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruits
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En dehors des tirs de mines, les bruits émis par les carrières et les installations de premier traitement des matériaux ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers et le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse...) de ces mêmes locaux, pour les niveaux supérieurs à 35dB(A), d'une émergence supérieure à :</p> <p>5dB(A) pour la période allant de 7h00 à 22h00, sauf dimanches et jours fériés ;</p> <p>3dB(A) pour la période allant de 22h00 à 7h00, ainsi que les dimanches et jours fériés.</p> <p>L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'elle est à l'arrêt. Elle est mesurée conformément à la méthode décrite à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997) relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limite de la zone d'exploitation autorisée (périmètre PA défini à l'article 1.1) sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 70 dB(A) de 7h00 à 22h00sauf dimanches et jours fériés</li> <li>- 60 dB(A) de 22h00 à 7h00 ainsi que les dimanches et jours fériés</li> </ul> <p>En outre, le respect des valeurs maximales d'émergence est assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existant à la date du présent arrêté et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.</p> <p>Les différents niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré Lecq.</p> <p>L'évaluation du niveau de pression continu équivalent incluant le bruit particulier de l'ensemble de l'installation est effectuée sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant de celle-ci.</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des carrières, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins utilisés dans la carrière et mis pour la première fois en circulation à compter du 22 octobre 1989 doivent répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 95-79 du 23 janvier 1995.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.</p> <p>Un contrôle des niveaux sonores est effectué tous les 5 ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La dernière mesure de bruit réalisée a été faite le 27 mai 2021. Les résultats sont conformes (émergence de 0 dB et bruit de 66,5 dB en limite d'exploitation).</p> <p>Ce point ne relève pas d'observation complémentaire.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet